LES PERSPECTIVES AGRICOLES CANADIENNES À MOYEN TERME 2018

MARCHÉS INTERNATIONAUX ET CANADIENS

Agriculture et Agroalimentaire Canada
Agriculture and Agri-Food Canada
Canada

Les perspectives agricoles canadiennes à moyen terme 2018 - Marchés internationaux et canadiens

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, (2018)

Version électronique disponible à l'adresse
www.agr.gc.ca/publicationseconomiques
N° de catalogue A38-1/4F-PDF
ISSN 2370-7151
N° AAC 12843F

Issued also in English under the title *Medium Term Outlook for Canadian Agriculture 2018 - International and Domestic Markets*

Pour de plus amples renseignements, rendez-vous au www.agr.gc.ca ou composez sans frais le 1-855-773-0241.

Que sont les perspectives à moyen terme?

Les perspectives à moyen terme (PMT) décrivent les perspectives pour les marchés agricoles, de 2017 à 2027. Les prévisions ne concernent pas les conditions particulières des marchés, mais plutôt l'avenir plausible des marchés agricoles et agroalimentaires nationaux et internationaux; elles dégagent les principaux facteurs recensés et visent à servir de référence et de point de départ aux discussions et à l'analyse de scénarios.

Les perspectives utilisent les données disponibles à l'automne 2017, y compris les perspectives les plus récentes de l'OCDE-FAO 2017-2026, en partant du principe que les politiques demeureront les mêmes à l'avenir. Les PMT tiennent compte de la mise en œuvre de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG), mais ne prennent pas en compte les résultats éventuels des négociations commerciales en cours. En outre, elles tiennent pour acquis qu'il n'y a pas de conditions météorologiques inhabituelles, de présence marquée d'espèces envahissantes ni d'éclosion importante de maladie touchant les cultures ou les animaux d'élevage, et qu'il y a des progrès techniques constants et progressifs plutôt l'adoption de technologies transformatrices.

L'objectif principal de l'élaboration des données de référence est de pouvoir effectuer des analyses permettant de comparer les effets d'autres politiques, conditions météorologiques ou conditions du marché. Elles peuvent également servir à déterminer les principaux facteurs de changement au cours de la période de prévision.

Les données de référence servent à effectuer des analyses permettant de comparer les effets d'autres politiques, conditions météorologiques ou conditions du marché.

Les PMT se concentrent sur l'offre et l'utilisation des principales cultures, du bétail, du lait et des produits laitiers, des aliments pour animaux et des industries de transformation des céréales et des oléagineux, y compris les biocarburants. Ensemble, ils couvrent environ 70 pour cent de la valeur des expéditions du secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Bien que la valeur projetée des exportations et des importations couvre l'ensemble du secteur, la précision des estimations peut néanmoins être moindre dans des sous-secteurs comme l'horticulture et les produits de l'érable. Bien que les prévisions des PMT soient une extrapolation de ce qui pourrait se produire à partir d'un ensemble d'hypothèses, l'état réel du secteur au cours de la période de prévision serait probablement différent de la situation initiale (données de référence), notamment dans le cas des prévisions à plus long terme, où il y a lieu de croire que les conditions météorologiques, les politiques, les conditions macroéconomiques et la technologie subiraient des changements.

Ces prévisions ont tendance à être conservatrices, puisqu'elles sont fondées sur les politiques en place, ce qui signifie qu'aucun changement de politique n'est inclus, à moins d'une annonce officielle assortie d'une date de mise en œuvre connue. Par exemple, comme l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) n'a pas été ratifié par tous les organes législatifs des pays membres, l'impact n'est pas inclus dans les PMT.

Les PMT sont mises à jour annuellement pour tenir compte des nouveaux renseignements et des nouvelles données.

Sommaire : Situation actuelle du secteur agricole et tendances futures

Selon les PMT, la croissance du secteur agricole canadien se poursuivra entre 2017 et 2027, mais les gains pourraient être plus modestes que ceux obtenus lors de la dernière décennie, et ils varieront d'un produit à l'autre. Les facteurs macroéconomiques, notamment la croissance des économies en développement qui stimule la demande en produits agricoles, ainsi que la valeur du dollar canadien relativement faible, offriraient des occasions pour augmenter les exportations.

On prévoit que le secteur des cultures, plus particulièrement le secteur des oléagineux, connaîtra une augmentation de la production et des exportations. Toutefois, une croissance plus faible des besoins en aliments du bétail dans les économies émergentes laisse croire que la demande sera probablement moins rapide que prévu antérieurement. On estime que cette situation et la stabilisation de la production de biocarburant limitera les hausses des prix mondiaux des céréales. La superficie totale des cultures d'oléagineux ne devrait croître que marginalement, mais l'utilisation de nouvelles variétés biotechnologiques signifie que l'on prévoit toujours une forte augmentation de la production au cours de la prochaine décennie grâce aux gains de rendement. Les semis de blé et d'orge devraient se stabiliser en raison des prix relativement favorables et de l'augmentation des débouchés commerciaux pour le blé.

En Amérique du Nord, les prix du bœuf et du porc ont chuté après avoir atteint un sommet en 2014; on prévoit dorénavant une fourchette de prix plus stable. On prévoit que le cheptel bovin augmentera modérément, alors que les producteurs canadiens gardent les génisses pour la reproduction en réponse aux prix relativement bas des aliments du bétail. Le secteur du porc devrait connaître la même évolution. Dans les deux cas, ce développement devrait favoriser une légère augmentation des mises en marché qui coïncideront avec l'engraissement accru des animaux.

La population mondiale sera l'un des principaux moteurs de la demande pour de nombreux produits agricoles et agroalimentaires. Entre 2017 et 2027, elle devrait augmenter de 1 pour cent par année, soit 900 millions d'habitants supplémentaires d'ici 2027.

Pour les secteurs du lait, de la volaille et des œufs, qui sont régis par des politiques de gestion de l'offre, la majeure partie de la croissance proviendrait d'une consommation intérieure plus élevée. On prévoit que la croissance de la production laitière des dernières années, stimulée par une forte demande de matière grasse, se poursuivra à moyen terme, mais à un rythme plus lent. On prévoit également que les productions de volailles et d'œufs connaîtront une croissance modeste, à l'image de la croissance démographique et de celle de la consommation par habitant.

Après avoir atteint un sommet en 2015 en raison du mauvais temps aux États-Unis et de la hausse du dollar canadien, l'inflation du prix des aliments au Canada a été très faible en 2017, comme l'indique une augmentation de seulement 0,1 pour cent de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour les aliments. À moyen terme, le prix des aliments devrait augmenter à un taux d'inflation général d'environ 2 pour cent, car on prévoit une augmentation des prix des produits agricoles et de l'énergie. Au cours de la prochaine décennie, on s'attend à une croissance continue de l'industrie canadienne de l'agriculture et de l'agroalimentaire, tant sur le marché canadien que sur le marché de l'exportation. On prévoit que le total des ventes intérieures du secteur de l'agriculture et de la transformation des aliments[1] atteindra 127 milliards de dollars en 2025. La valeur totale des exportations agricoles et agroalimentaires devrait atteindre 66,3 milliards de dollars en 2025. Si l'on tient compte du poisson et des fruits de mer, la valeur totale des exportations de produits agricoles et agroalimentaires atteindra 75 milliards de dollars.

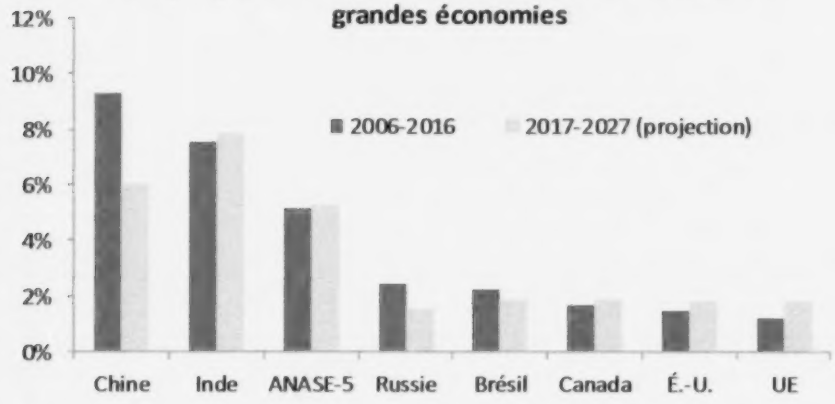
[1] On obtient la valeur des ventes intérieures du secteur de l'agriculture et de la transformation des aliments en combinant les ventes à la ferme et à l'échelon de la transformation et en y soustrayant les exportations de produits agricoles et agroalimentaires.

Selon les projections, le Canada devrait demeurer concurrentiel dans le contexte de l'évolution des conditions macroéconomiques

À moyen terme (2017-2027), le rendement économique mondial stimulera les échanges commerciaux du secteur agricole et aidera à établir la trajectoire de croissance d'une grande partie du secteur agricole canadien.

Même si l'on prévoit que la croissance de la Chine sera inférieure aux taux observés au cours de la décennie précédente, en partie en raison des contraintes liées au travail et à l'environnement, son économie continuera de se développer, tandis que d'autres économies émergentes devraient connaître une légère accélération de la croissance. C'est le cas de l'Inde, avec une croissance annuelle de 7,9 pour cent et des pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE-5), avec une croissance de 5,3 pour cent. Bien que les grandes économies développées, y compris les États-Unis et l'Union européenne, aient connu une croissance relativement faible, le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une faible accélération de la croissance du PIB de ces pays au cours de la prochaine décennie (voir le graphique 1).

Graphique 1 : Croissance annuelle du PIB de certaines grandes économies



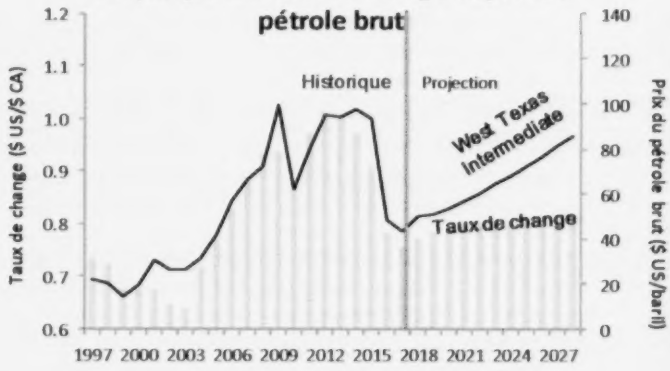
Source : Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2017 – Fonds monétaire international
L'ANASE-5 comprend : l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et le Vietnam.

L'économie canadienne, qui a connu une croissance de 3,1 pour cent en 2017 en raison des fortes dépenses de consommation et d'une reprise des investissements des entreprises, devrait enregistrer une croissance de 2,0 pour cent en 2018, car elle commence à faire face à des contraintes de capacité. À moyen terme, la croissance devrait s'établir à 1,9 pour cent par année, ce qui représente une légère augmentation par rapport à la période de 2006 à 2016.

D'autres facteurs macroéconomiques importants pour le secteur agricole comprennent la valeur du dollar canadien et le prix du pétrole brut. Ces deux éléments ont connu une baisse importante au cours des dernières années ce qui a entraîné une baisse des coûts en carburant et une hausse des prix des produits agricoles tarifés en dollars US.

Le prix de référence du West Texas Intermediate (WTI) est passé de 94 $ US en 2012 à un creux de 27 $ US au début de 2016 avant de grimper à 50 $ US en 2017. On prévoit que la croissance économique mondiale et la demande d'énergie qui en résultera contribueront à une augmentation graduelle des prix du pétrole, le prix de référence du WTI atteignant 86 $ US d'ici 2027 (voir le graphique 2).

Graphique 2 : Taux de change et prix du pétrole brut



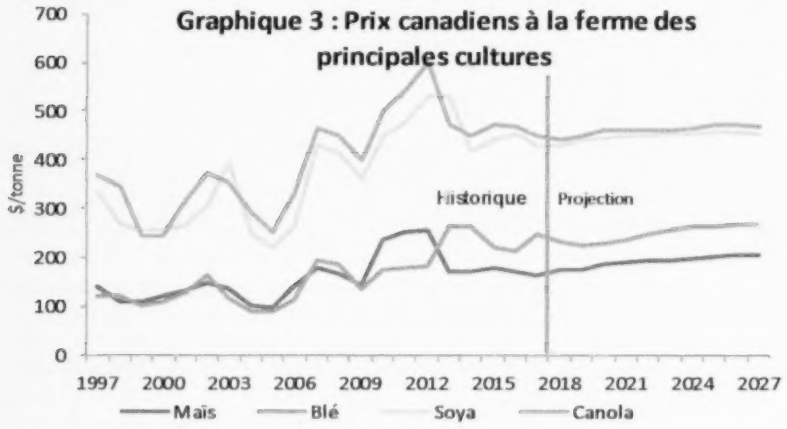
Source : Le Conference Board du Canada, calculs d'AAC.

Entre 2012 et 2017, la valeur du dollar canadien a diminué, passant d'une moyenne de 1,00 $ US à 0,77 $ US. Une baisse du dollar canadien permet non seulement d'accroître la compétitivité des exportateurs canadiens de produits agricoles en réduisant le prix des exportations libellés en dollars américains, mais elle contribue également à générer des prix intérieurs plus élevés pour les producteurs canadiens. En 2018, des hausses prévues des taux d'intérêt qui pourraient totaliser 75 points de base d'ici la fin de l'année contribueraient à une modeste appréciation du dollar, qui devrait atteindre 0,81 dollar américain d'ici 2023 et demeurer stable jusqu'en 2027.

Les prix des principales cultures devraient être généralement stables

Les prix mondiaux des céréales et des oléagineux devraient augmenter modérément à moyen terme, car l'on prévoit que la demande mondiale dépassera l'offre. Plus précisément, les prix devraient augmenter légèrement, allant de 0,7 pour cent pour le soya à 2,5 pour cent pour le blé.

Graphique 3 : Prix canadiens à la ferme des principales cultures



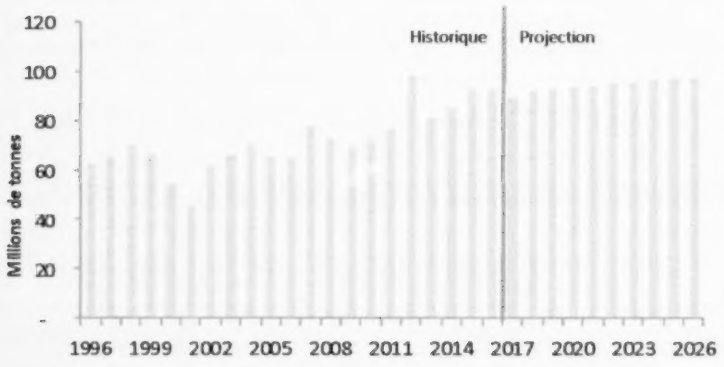
Source: Statistique Canada, calculs d'AAC.

Comme le Canada est un preneur de prix pour les céréales et les oléagineux, nos prix intérieurs sont étroitement liés aux marchés mondiaux et sont actuellement relativement bas en raison de l'offre mondiale record et des stocks élevés. Les prix canadiens (nominaux) devraient suivre les tendances mondiales et augmenter légèrement au cours de la prochaine décennie. La demande mondiale continue de croître plus rapidement que l'offre. Le plateau de prix plus élevé des cultures depuis 2007 est en partie attribuable à la croissance rapide de la production de biocarburants. Cependant, on prévoit une légère augmentation de la production mondiale de biocarburant au cours de la prochaine décennie, car les mandats actuels sont remplis et aucun nouveau mandat n'est inclus. Au Canada, comme les mandats relatifs aux biocarburants représentent une part fixe de la consommation de carburant, qui devrait diminuer au cours de la prochaine décennie (Office national de l'énergie), ils exerceraient une pression à la baisse sur la consommation d'éthanol et, par conséquent, sur la production. Bien qu'on prévoie que les prix des céréales seront plus bas en moyenne que ceux de la dernière décennie, ils demeureront plus élevés que les prix observés avant l'essor des prix des produits de base ayant débuté en 2006 (voir le graphique 3).

La campagne agricole de 2017 devrait être la deuxième en importance jamais enregistrée en matière de production

Bien que la saison de croissance de 2017 ait été caractérisée par des conditions de sécheresse dans certaines parties de l'Ouest canadien et des précipitations excessives dans certaines parties de l'Est du Canada, les rendements et la qualité d'ensemble de la plupart des cultures ont été considérablement meilleurs que ceux de l'année précédente. La production de canola, de soya, d'avoine et de maïs a été plus élevée, tandis que la production totale de blé et d'orge a diminué. La production de légumineuses et de cultures spéciales a considérablement diminué en raison de la baisse de la production de pois et de lentilles. La production totale de cultures pour 2017 est estimée à 93,1 millions de tonnes (Mt), la deuxième en importance après la récolte de 2013, qui a connu une production de 98 Mt[2].

Graphique 4 : Production agricole totale (Canada)



Source: Statistique Canada, calculs d'AAC.

En supposant des rendements tendanciels, on prévoit une légère baisse de la production agricole totale en 2018 et 2019, mais d'ici 2027, elle devrait atteindre 97,4 Mt, ce qui est très proche du record établi en 2013 (voir le graphique 4).

[2] La campagne agricole de la plupart des cultures va d'août à juillet, tandis que celle du maïs et du soya va de septembre à août. Les chiffres définitifs pour la campagne agricole 2017-2018 seront disponibles à la fin de 2018.

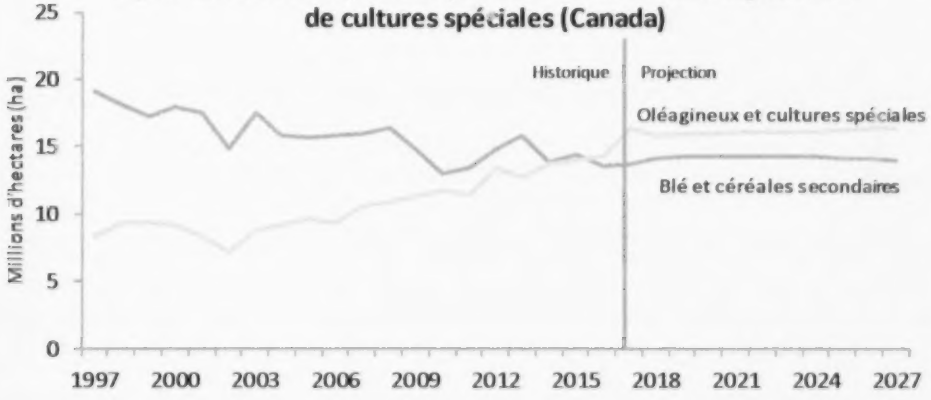
On prévoit une stabilisation des superficies consacrées au blé et aux céréales secondaires à moyen terme

En 2017, la production de blé (sauf celle du blé dur) a augmenté de 4 pour cent pour s'établir à 25 Mt en raison d'une augmentation de 1,5 pour cent de la superficie ensemencée et d'un faible taux d'abandon (fait référence aux superficies ensemencées qui ne sont pas récoltées), selon Statistique Canada. L'abandon a été particulièrement élevé en 2016 en raison du temps humide pendant la récolte.

La production de blé dur en 2017, à 4,96 Mt, était inférieure de 36 pour cent aux niveaux record établis en 2016 en raison d'une diminution de la superficie ensemencée et de rendements inférieurs à la tendance, qui résultaient de précipitations inférieures à la moyenne. Toutefois, la qualité moyenne de la récolte de blé dur était considérablement plus élevée qu'en 2016, année où elle a été affectée négativement par les pluies au moment de la récolte. Bien qu'une proportion inhabituellement élevée de la récolte de 2016 n'ait pas été exportée et qu'elle ait plutôt été utilisée comme fourrage, pour l'année de commercialisation 2017-2018, on prévoit une augmentation de 6 pour cent des exportations de blé dur, qui devraient s'établir à 4,8 Mt en raison de la meilleure qualité et de la demande accrue des États-Unis.

À moyen terme, la superficie de blé au Canada devrait demeurer relativement stable, car de nouvelles classes de blé sont disponibles à la suite du plan de modernisation des classes de blé de la Commission canadienne des grains (CCG) et de l'annonce de deux nouvelles classes à compter du 1er août 2017. Ces nouvelles classes offrent des options supplémentaires aux producteurs ainsi que de nouvelles possibilités de vente et des variétés de cultures de remplacement qui s'ajoutent à la rotation de leurs cultures.

Graphique 5 : Superficies de blé et de céréales secondaires ayant été récoltées, en comparaison de celles d'oléagineux et de cultures spéciales (Canada)



Source : Statistique Canada, calculs d'AAC.

La production de maïs en 2017, à 14,1 Mt, a été la deuxième plus élevée de l'histoire, en raison de rendements supérieurs à la moyenne et d'une superficie presque record. On prévoit une légère augmentation de la superficie en maïs à moyen terme, car l'expansion est limitée par les conditions de croissance au Canada.

À moyen terme, les prix relativement robustes des céréales secondaires encourageront l'augmentation des superficies. La superficie d'orge devrait se stabiliser après avoir été réduite de près de moitié depuis le début des années 2000, à mesure que les superficies de canola, de légumineuses et de soya ont augmenté dans l'Ouest canadien (voir le graphique 5).

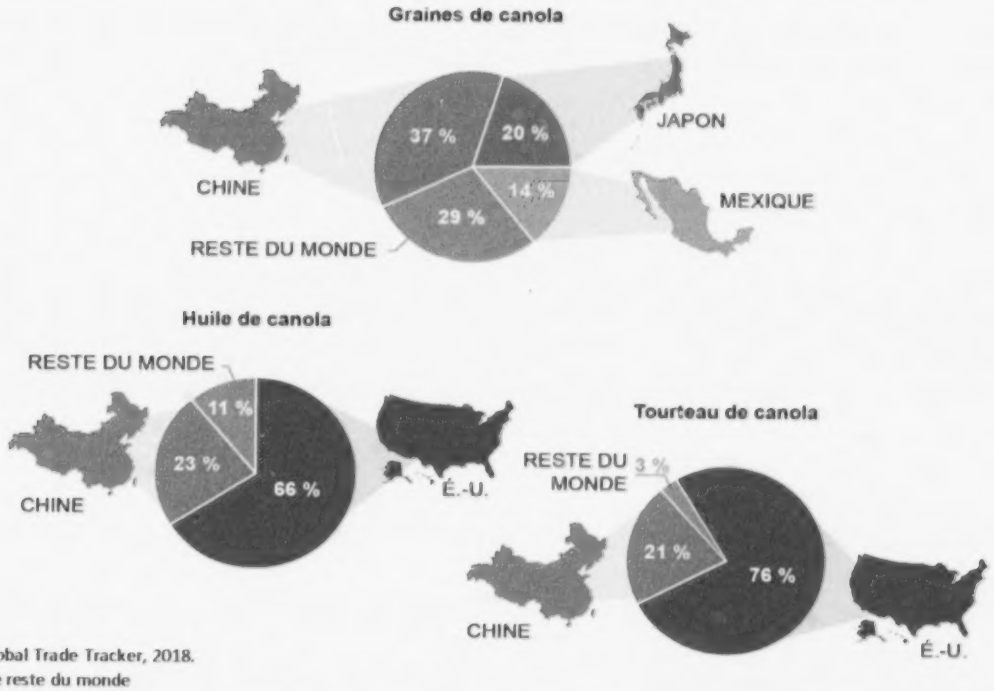
Les perspectives pour les oléagineux canadiens demeurent solides

La projection à moyen terme pour les oléagineux est favorable. On prévoit que les prix demeureront relativement inchangés; cependant l'appétit mondial croissant pour les oléagineux et les produits oléagineux à valeur ajoutée devraient absorber l'augmentation de la production intérieure de variétés de canola, de soya et de graines de lin. Cela fait suite à une croissance importante au cours de la décennie précédente. La production de canola pour la campagne agricole 2017-2018 devrait être la plus élevée jamais enregistrée, soit 21,3 Mt. Il s'agira d'une augmentation de 9 pour cent par rapport à la campagne agricole précédente, attribuable aux superficies record. On prévoit que la superficie augmentera davantage en 2018 et 2019, en partie en réponse à la demande des marchés des États-Unis et de l'Asie, en particulier de la Chine.

Sur le reste de la période à moyen terme, on prévoit que la superficie diminuera légèrement, puis se stabilisera, à mesure que des stratégies de rotation des cultures seront mises en œuvre pour éviter les éclosions de maladie et la détérioration des sols. La production devrait s'accroître, car les rendements augmentent en moyenne d'environ 1,5 pour cent par année en raison des améliorations apportées aux variétés de semences par la biotechnologie.

La transformation du canola au Canada approche de la capacité maximale et les PMT ne prévoient pas de nouvelles installations de broyage au cours de la prochaine décennie. Compte tenu de l'augmentation prévue de la production de canola et de la croissance limitée des volumes de broyage, selon les projections, on s'attend à une augmentation des exportations de semences brutes et à une légère augmentation des stocks. La majeure partie de l'huile et du tourteau de canola est exportée aux États-Unis, tandis que les graines sont exportées en Asie, en particulier au Japon et en Chine (voir la figure 6).

Figure 6 : Canola et sous-produits, part des exportations par destination, 2016



Source: Global Trade Tracker, 2018.
ROW est le reste du monde

Le canola demeure un produit rentable qui présente peu de risques commerciaux négatifs. Bien qu'il y ait une concurrence croissante à l'échelle mondiale, les marges bénéficiaires demeurent élevées et la faiblesse du dollar canadien continue de profiter à ce produit axé sur l'exportation. Comme une très grande part de la production intérieure est exportée, les restrictions d'accès aux marchés dans les pays importateurs représentent le principal risque pour les perspectives.

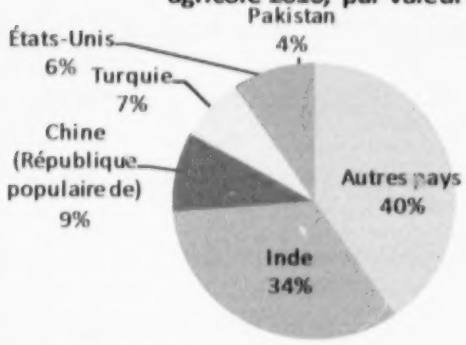
L'augmentation des plantations de soya dans l'Ouest canadien mène la production canadienne à des sommets record. La production de soya a également atteint un record en 2017, à 7,7 Mt, soit une augmentation de 17 pour cent par rapport à l'année précédente. On prévoit que la production augmentera encore de 5 pour cent en 2018. Ces augmentations de la production sont presque entièrement attribuables à une augmentation de la superficie. Bien que le soya ait traditionnellement été cultivé dans l'Est du Canada, la production dans l'Ouest canadien a pris son envol depuis le milieu des années 2000. De nouvelles variétés de cultures ont stimulé la production, surtout au Manitoba et, plus récemment, en Saskatchewan. Bien que la superficie de l'Ouest ait connu une croissance importante au cours des dernières années, on prévoit que la superficie augmentera à un rythme plus lent à moyen terme en raison des limites agronomiques. Cependant, la production devrait continuer de croître à moyen terme, car le soya est de plus en plus inclus dans la rotation des cultures pour ses propriétés fixatrices d'azote et à mesure que les rendements progressent de façon constante, profitant des variétés génétiquement modifiées (GM). Même si l'on prévoit que les prix n'augmenteront que modestement, la demande mondiale totale de soya est très forte et devrait facilement absorber l'augmentation des quantités destinées à l'exportation.

On prévoit que la production de légumineuses connaîtra une baisse à court terme, mais les perspectives à long terme sont positives

En 2017, la production de légumineuses a diminué, en raison de deux facteurs. Premièrement, 2016 a été reconnue comme l'Année internationale des légumineuses par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ce qui a entraîné une augmentation temporaire de la production et de la consommation mondiales et canadiennes, suivie d'une baisse. Deuxièmement, l'impact d'une récolte importante inattendue de légumineuses en Inde et les hausses tarifaires subséquentes ont découragé les importations dans ce pays.

L'Inde importe une grande part des légumineuses canadiennes, ce qui rend le marché canadien vulnérable aux récoltes exceptionnelles de l'Inde et à d'autres variations de la demande.

Graphique 7 : Part de destination des exportations canadiennes de légumineuses pour la campagne agricole 2016, par valeur



Source : Global Trade Tracker, 2018.

Par conséquent, les prix ont chuté considérablement vers la fin de 2017 et devraient demeurer plus bas à court terme. Cela exerce une pression à la baisse sur la superficie et la production canadiennes, mais la croissance devrait reprendre en 2019 et se poursuivre à moyen terme.

En moyenne, 80 pour cent de la production canadienne de légumineuses est exportée. Environ 34 pour cent de toutes les exportations de légumineuses sont destinées à l'Inde, en particulier les lentilles et les pois secs (voir le graphique 7).

Le rendement général des céréales et des oléagineux est positif, tant au pays qu'à l'échelle internationale

Les projections relatives aux productions canadiennes demeurent encourageantes. On prévoit que la production intérieure demeurera forte alors que les producteurs agricoles continueront d'exporter partout dans le monde. La production de blé devrait décliner légèrement, alors qu'on prévoit une croissance au chapitre des céréales secondaires, des oléagineux et des cultures spéciales de grande valeur. Les ventes intérieures des cultures, qui comprennent les produits agricoles primaires et transformés, connaissent des résultats solides et devraient croître à un taux moyen de 2,4 pour cent au cours de la période visée par les projections, soit à un rythme inférieur de 0,1 pour cent aux ventes intérieures totales de produits agricoles.

On prévoit que les livraisons manufacturières totales[3], qui constituent un indicateur de la valeur nationale des produits transformés, connaîtront une croissance moyenne de 2,1 pour cent au cours de la prochaine décennie. La transformation des oléagineux et les produits de boulangerie, deux articles qui représentent presque 17 pour cent de toutes les livraisons manufacturières de produits agricoles, devraient continuer de croître au cours de la prochaine décennie, en raison d'une croissance moyenne prévue de 1,7 pour cent et de 2,0 pour cent respectivement. La valeur des exportations de produits de céréales et d'oléagineux devrait augmenter respectivement de 1,7 et de 2,0 pour cent au cours de la prochaine décennie, dépassant la valeur des exportations de céréales et d'oléagineux en vrac. On prévoit que la capacité de transformation sera limitée dans le futur; par conséquent, toute production supplémentaire sera vraisemblablement exportée en vrac plutôt que sous une forme transformée.

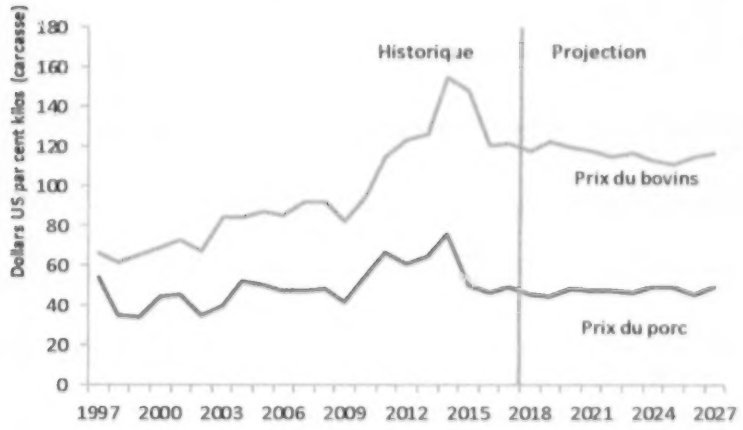
[3] Les livraisons manufacturières indiquent la production de biens fabriqués par des établissements canadiens dans le secteur manufacturier. Elles mesurent la valeur monétaire du bien fabriqué et non sa quantité.

Les prix du bétail devraient demeurer relativement stables

Les prix des bovins nord-américains ont diminué par rapport aux sommets atteints en 2014 et l'on ne prévoit aucune augmentation à moyen terme (voir le graphique 8). On s'attend à ce qu'ils demeurent stables, mais à un plateau global plus élevé qu'au début des années 2000. Le rétablissement graduel des stocks de bovins en Amérique du Nord contribue à cette stabilité.

Le maintien d'un dollar canadien faible contribue à atténuer l'incidence des prix relativement bas aux États-Unis sur les éleveurs de bovins et de porcs canadiens. On prévoit une diminution du prix de gros du bœuf de 9 pour cent d'ici 2027, tandis que le prix de détail du bœuf devrait augmenter de 20 pour cent en raison de l'augmentation des coûts de la commercialisation des aliments et des intrants comme la main-d'œuvre, l'emballage, le transport et l'énergie.

Graphique 8 : Prix du bétail aux États-Unis



Source : Perspectives agricoles de l'OCDE-FAO 2017-2026.

Les prix du porc ont également atteint un sommet en 2014 en raison de la baisse de l'offre attribuable à l'éclosion du virus de la diarrhée épidémique porcine (vDEP) aux États-Unis. Depuis lors, les prix ont diminué et l'on prévoit qu'ils demeureront relativement stables aux niveaux observés avant le pic (voir le graphique 8). Le prix du porc canadien devrait augmenter de seulement 1,5 pour cent d'ici 2027, et il serait alors de 7,5 pour cent inférieur à la moyenne de 2012-2016. L'un des facteurs qui retiendront les prix seraient les plus grandes portées qui contribuent à l'augmentation des approvisionnements. Le prix de gros du porc devrait diminuer de 5 pour cent, tandis que le prix de détail du porc devrait augmenter de 13 pour cent au cours de la même période en raison de la hausse des coûts.

Faibles gains de production prévus pour le bétail et les viandes rouges

Une légère augmentation du total des mises en marché de bovins et de la production de bœuf est prévue à moyen terme, de 1,4 pour cent et de 6 pour cent respectivement. On prévoit que rétablissement du troupeau se poursuivra, car les producteurs gardent les génisses pour la reproduction après une longue période de liquidation au Canada et aux États-Unis, en grande partie à cause des sécheresses et du coût élevé des aliments pour animaux. L'abattage de bovins canadiens devrait augmenter légèrement avant de se stabiliser, puis diminuer légèrement vers la fin du moyen terme. Le troupeau reproducteur devrait augmenter de 5 pour cent d'ici 2027.

La mise en marché des porcs et la production porcine augmentent également, avec une croissance prévue de 2 pour cent et 6 pour cent respectivement, à moyen terme. Parallèlement, les stocks de porcs devraient afficher une légère croissance. L'expansion de la production a été soutenue par des coûts favorables des aliments pour animaux et des marchés d'exportation qui ont profité de la faiblesse relative du dollar canadien. Parmi les animaux vivants commercialisés, on prévoit que la proportion de ceux destinés à l'abattage au pays par rapport à ceux destinés à l'exportation demeurera stable. Les gains de poids stimuleront la croissance de la production étant donné qu'on prévoit que l'abattage de porcs demeurera stable et que le poids moyen des carcasses augmentera en raison de pratiques d'alimentation plus efficaces et des préférences des transformateurs pour les gros animaux.

Les prix des aliments pour l'industrie du bétail sont actuellement à un niveau relativement bas, ce qui est favorable pour celle-ci, mais l'on prévoit une augmentation graduelle de 9 pour cent d'ici la fin du moyen terme, en supposant qu'aucun événement météorologique majeur ne vienne perturber les marchés.

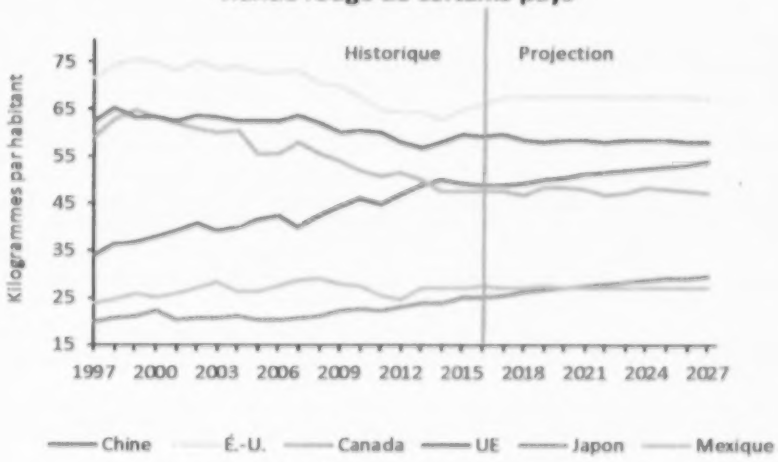
Malgré la croissance modeste prévue pour la production bovine et porcine, il y a des défis à relever à l'avenir, comme la pénurie de main-d'œuvre, la nécessité d'accroître l'efficacité dans le secteur de la transformation, ainsi que la baisse de la consommation intérieure par habitant.

Les exportations demeurent essentielles au secteur de la viande rouge et du bétail

On prévoit que les producteurs canadiens continueront de se fier aux exportations pour soutenir la croissance de la production alors qu'on assiste à une hausse de la demande sur la scène internationale tandis que la consommation intérieure décline. L'augmentation des revenus moyens et la croissance de la classe moyenne dans un certain nombre d'économies émergentes ont eu un effet positif sur la demande mondiale de viande. On prévoit que cette croissance se poursuivra à l'avenir, mais dans certains cas à un taux plus faible que par le passé. On prévoit que la consommation de viande de la Chine suivra une trajectoire de croissance moins prononcée, puis se stabiliser à moyen terme (voir le graphique 9).

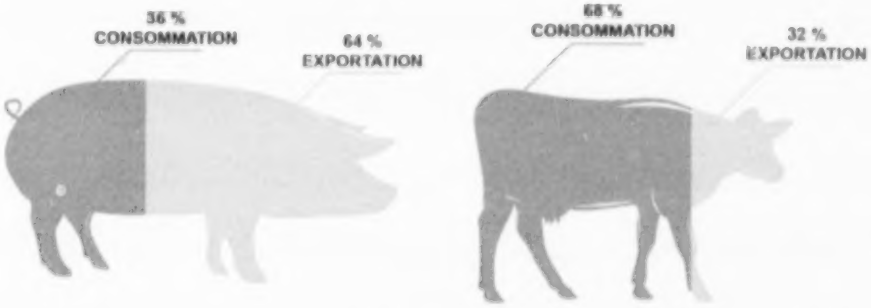
Même si la demande de viande rouge dans la plupart des économies développées pourrait être limitée par l'évolution des régimes alimentaires et un faible taux de croissance démographique, la consommation par habitant du Japon devrait augmenter, ce qui crée des débouchés pour les producteurs canadiens.

Graphique 9: Consommation par habitant de viande rouge de certains pays



Source : Perspectives agricoles de l'OCDE -FAO 2017-2026. Calculs d'AAC, 2027

Figure 10 : Exportations exprimées en parts de la production de viande, de bœuf et de porc, Canada, 2016



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

À moyen terme, on prévoit que les exportations de bœuf augmenteront chaque année à un taux moyen de 1,7 pour cent par année. La balance commerciale totale du Canada pour le bœuf, y compris les animaux vivants, est positive. En 2017, les exportations d'animaux vivants ont représenté le tiers de la balance commerciale pour le bœuf et les bovins, dont presque la totalité est destiné aux États-Unis. On prévoit que les exportations de bovins vivants continueront d'augmenter, le nombre de bovins d'abattage augmentant de 2,6 pour cent par année et celui des bovins d'engraissement de 4,2 pour cent.

On prévoit une légère augmentation des exportations de porc de 1,4 pour cent par année. La production de porc est depuis longtemps fortement orientée vers l'exportation, et on s'attend à ce que cette tendance se poursuive, les exportations atteignant 69 pour cent de l'ensemble des exportations d'ici 2027. La balance commerciale totale du Canada pour le porc, y compris les animaux vivants, est également positive. En 2016 les animaux vivants ont représenté 11 pour cent du commerce total (voir la figure 11).

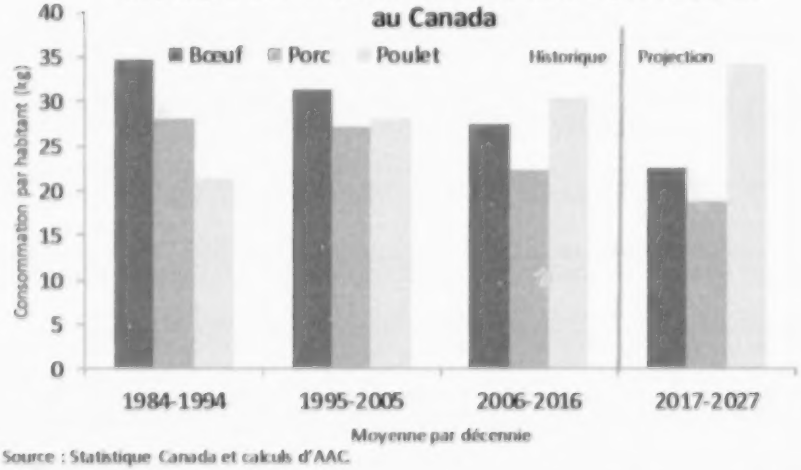
Les exportations canadiennes de porc sont relativement diversifiées par destination; toutefois, 75 pour cent des exportations de bœuf sont destinées à un seul marché, les États-Unis.

Bien que les exportations de porc soient relativement diversifiées par destination, 75 pour cent des exportations de bœuf sont destinées à un seul marché, les É.-U. Toutefois, la mise en œuvre de nouveaux accords commerciaux, y compris l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP), pourrait permettre de diversifier les exportations de bœuf du Canada, comme d'importants marchés comme le Japon sont appelés à améliorer considérablement l'accès aux marchés. Après les États-Unis, Hong Kong (7 pour cent des exportations totales) et le Japon (6 pour cent des exportations totales) sont les plus importants débouchés pour le bœuf canadien.

Figure 11 : Commerce total de la viande rouge et du bétail, Canada, 2016

On prévoit que la consommation de bœuf canadien pour la période 2017-2027 sera inférieure de 18 pour cent en moyenne à celle de 2006-2016. Quant à la consommation de porc par habitant, on prévoit une diminution de 16 pour cent en moyenne au cours de la période de 2017-2027 par rapport à 2006-2016 (voir le graphique 12).

Graphique 12 : Consommation de viande par habitant au Canada



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

La majeure partie de la croissance de production à l'échelon de la ferme est exportée alors que les PMT prévoient une croissance limitée de la consommation interne. On prévoit que les ventes nationales, y compris celles des animaux vivants et des produits de viande rouge, déclineront légèrement au cours de la prochaine décennie, chutant à 854 millions de dollars d'ici 2027, en raison principalement de la réduction de la consommation par habitant. En 2017, la viande rouge est le secteur qui a généré les plus importantes livraisons manufacturières, représentant 21,4 milliards de dollars. Cependant, on prévoit qu'elle chutera légèrement, en raison principalement des capacités d'abattage limitées. Les exportations d'animaux vivants devraient connaître une légère croissance positive au cours de la prochaine décennie, alors que les exportations de produits de viande rouge demeureront stables.

Les perceptions positives des consommateurs à l'égard de la volaille et des œufs entraînent une augmentation de la production

L'industrie avicole fonctionne selon un système de gestion de l'offre qui fait en sorte que les producteurs canadiens répondent principalement à la demande du marché canadien pour le poulet et le dindon.

La consommation de poulet connaît historiquement la plus forte croissance parmi les viandes, dans la foulée de la croissance constante de la population et de l'augmentation de la consommation par habitant. Cela a été engendré en partie par la perception du public voulant que le poulet soit une viande saine et peu coûteuse. L'exception notoire à cette croissance constante de la demande s'est produite lors de la période de stagnation de la demande au cours du ralentissement économique de 2009 à 2011.

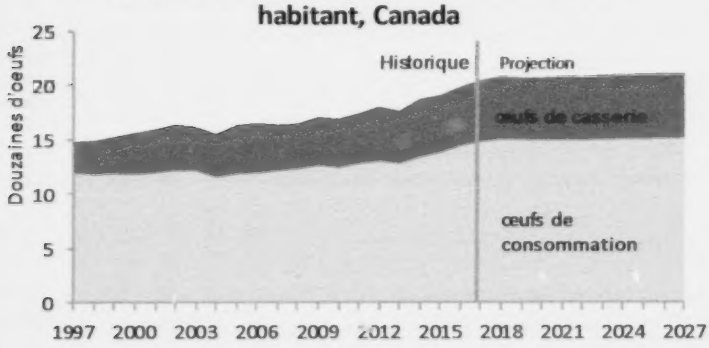
Les Canadiens préfèrent le poulet principalement parce qu'ils ont l'impression qu'il est plus maigre et donc plus sain que les autres viandes.

On prévoit une croissance de la consommation totale de poulet à moyen terme de 1,9 pour cent par année, en fonction de la croissance de la population et de l'augmentation de la consommation par habitant. On ne prévoit pas de changements importants au chapitre des préférences des consommateurs pour la viande blanche, et le Canada devrait continuer à exporter principalement la viande brune.

On prévoit une augmentation de la consommation de dindon de 1,1 pour cent, soit un taux légèrement inférieur à celui du poulet. La consommation de dindon par habitant ne devrait pas augmenter, en partie parce que la diminution de la taille des ménages réduit la demande pour les oiseaux entiers. Parallèlement, une part croissante serait utilisée pour la transformation ultérieure, en particulier pour les viandes froides.

La consommation d'œufs par habitant devrait augmenter légèrement

Graphique 13 : Consommation d'œufs par habitant, Canada



Source : Statistique Canada, calculs d'AAC.

La consommation totale d'œufs au Canada a connu une croissance importante au cours de la dernière décennie et devrait augmenter à un taux annuel de 1,6 pour cent à l'avenir. Il s'agit d'une croissance à deux volets : la consommation accrue d'œufs de consommation et l'expansion du marché pour le secteur manufacturier ou « œufs de casserie ». Entre 2012 et 2016, la consommation d'œufs de casserie a augmenté de 21 pour cent en raison de la demande croissante d'aliments préparés, tandis que la consommation d'œufs de consommation a augmenté de 19 pour cent au cours de la même période (voir le graphique 13). Ces deux augmentations proviennent de la perception des consommateurs qui considèrent les œufs comme étant une source de protéines pratique et peu coûteuse. Le prix des œufs de casserie est comparable à celui des œufs industriels des États-Unis.

À l'avenir, on prévoit que la plus grande partie de la croissance de la consommation d'œufs sera fondée sur l'augmentation de la population, car la consommation par habitant devrait augmenter plus lentement.

La croissance de la demande de matière grasse stimule l'augmentation de la production laitière

Le secteur laitier au Canada est soumis à la gestion de l'offre, qui consiste à établir des niveaux de production par le biais de quotas. La plupart des importations de produits laitiers sont limitées par des contingents tarifaires, tandis que les exportations doivent respecter nos engagements en matière de subventions à l'exportation aux termes des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Avec un commerce limité, la croissance de la demande de lait a jusqu'à récemment été modeste, mais régulière, principalement en raison de la croissance de la population intérieure.

Graphique 14 : Croissance de la production canadienne de lait de transformation

Source: Statistique Canada et calculs d'AAC.

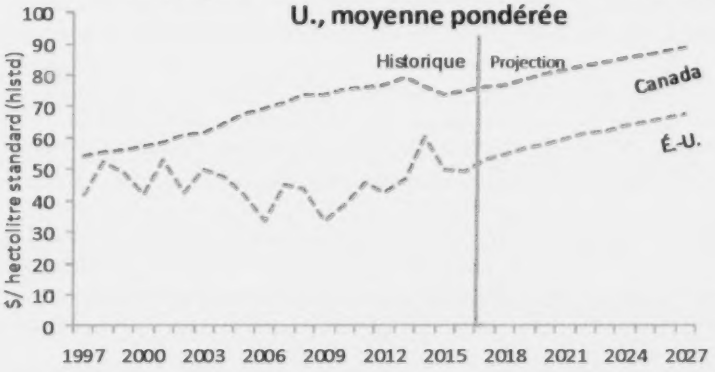
Le secteur laitier canadien connaît actuellement une période de croissance sans précédent. À partir de 2015, la demande de lait, en particulier de produits à forte teneur en matière grasse (comme le beurre et la crème), s'est accrue. Cela fait partie d'une tendance que l'on observe dans les économies développées, où les consommateurs ont commencé à considérer le lait comme un produit sain et achètent plus de produits laitiers entiers comme le beurre et la crème. Pour la période de 2013 à 2017, la production de lait de transformation a augmenté de 28,7 pour cent. Au cours de la prochaine décennie, on prévoit que la demande et la production augmenteront plus lentement, à un taux de croissance annuel moyen de 1,2 pour cent, principalement en raison de la croissance démographique, soit une augmentation de 11 pour cent sur une période de dix ans (voir le graphique 14).

On prévoit que les ventes intérieures, qui ont contribué au récent bond enregistré dans le secteur laitier, augmenteront d'environ 7 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie. Les produits laitiers constituent les deuxièmes plus importantes livraisons manufacturières de produits agricoles au Canada, représentant 15 pour cent du total. On prévoit une augmentation des livraisons manufacturières de produits laitiers qui passeront de 15,8 milliards de dollars en 2017 à 20,4 milliards de dollars en 2027, soit une hausse de 29 pour cent. Ce taux de croissance, largement stimulé par la forte augmentation prévue du prix des produits laitiers, est 10 pour cent supérieur à celui de l'ensemble des livraisons manufacturières, qui est de 19 pour cent.

Les prix à la ferme du lait pour le Canada et les États-Unis devraient augmenter régulièrement à moyen terme

Comme la production a augmenté pour répondre à la demande croissante de matière grasse, la matière grasse et les solides non gras (SNG) sont produits en plus grandes quantités. La production supplémentaire de SNG est commercialisée dans des classes de lait à prix plus bas, où les revenus sont alimentés par les conditions sur les marchés laitiers mondiaux qui ont été déprimés ces dernières années. Bien que les producteurs laitiers aient connu une baisse des prix pendant plusieurs années, atteignant un creux en 2015, le prix moyen pondéré à partir de 2017 devrait augmenter annuellement en moyenne de 1,6 pour cent, pour atteindre 89,12 $ l'hectolitre d'ici 2027 (voir le graphique 15).

Graphique 15 : Prix à la ferme du lait, Canada et É.-U., moyenne pondérée



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

L'industrie laitière américaine, qui n'est pas assujettie à la gestion de l'offre, est plus exposée aux marchés internationaux que le secteur canadien. Les agriculteurs, les transformateurs, les détaillants et les consommateurs font face à des prix qui augmentent et diminuent en raison des conditions souvent volatiles du marché. En 2014, le prix à la ferme du lait aux États-Unis a atteint un sommet record de 60,33 $ l'hectolitre (converti en monnaie canadienne) et a par la suite baissé à 52,70 $ en 2017. À moyen terme, on prévoit une progression lente, mais constante, qui passera à 67,30 $ d'ici 2027 (voir le graphique 15).

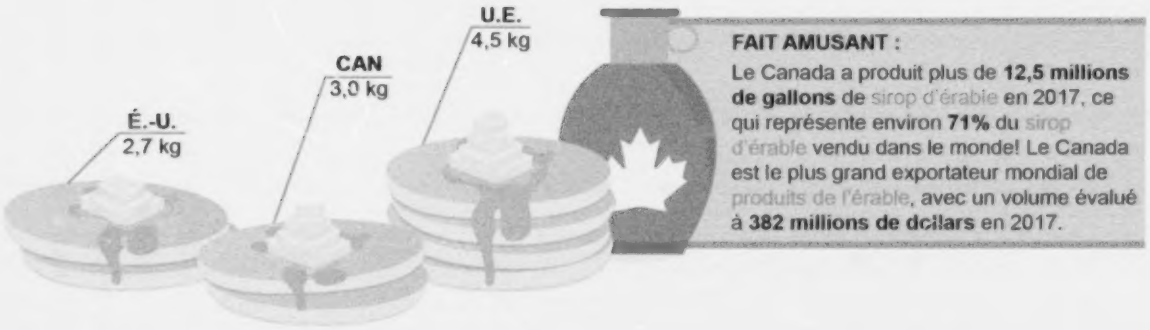
L'UE consomme plus de fromage et de beurre que le Canada et les États-Unis

Bien que l'on prévoit une croissance modeste de la consommation de fromage par habitant au Canada, passant de 13,3 kilogrammes (kg) en 2017 à 14,3 kg en 2027, la consommation aux États-Unis, et particulièrement dans l'UE, devrait demeurer plus élevée à 18,4 et 20 kg, respectivement, d'ici 2027.

En ce qui concerne le beurre, l'UE consomme une quantité considérablement plus importante par habitant, soit 4,5 kg par personne en 2017, comparativement à 3,0 kg au Canada et à 2,7 kg aux États-Unis (voir le graphique 16).

La consommation de beurre a augmenté rapidement au cours des dernières années et devrait continuer d'augmenter à moyen terme.

Graphique 16 : Consommation de beurre par habitant, pour le Canada, les États-Unis et l'UE (kg), 2016



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Lorsque les régimes à faible teneur en matières grasses ont gagné en popularité dans les années 1990 et au début des années 2000, la consommation de beurre au Canada est demeurée stable malgré sa forte teneur en matières grasses. Plus récemment, la consommation de beurre a augmenté en raison des préférences des consommateurs pour des produits sains. Même si l'on ne s'attend pas à ce que la consommation de produits laitiers du Canada converge avec les niveaux européens au cours de la prochaine décennie, l'ampleur de l'écart dans la consommation de beurre laisse entendre qu'il reste un potentiel de croissance important pour le secteur laitier intérieur. On prévoit que la croissance se poursuivra à moyen terme, la consommation intérieure atteignant 135 kilotonnes (kT) d'ici 2027.

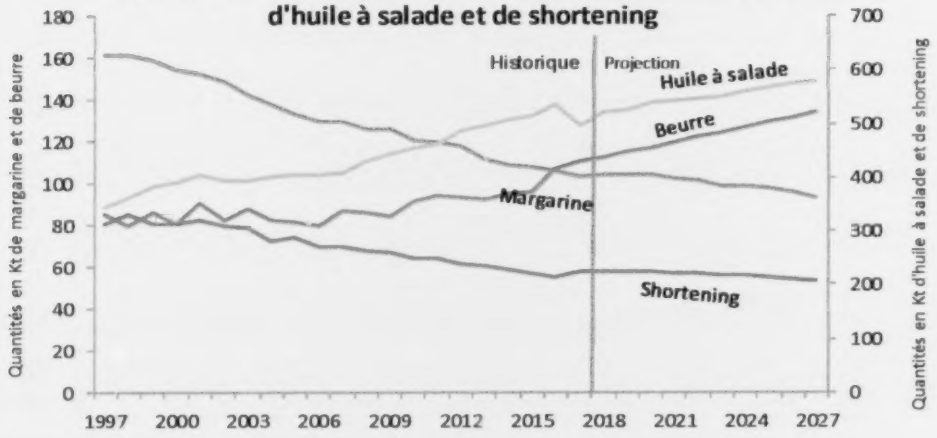
Au-delà du beurre, les Canadiens ont changé leurs habitudes de consommation d'huiles et de graisses

Les matières grasses et les huiles sont des matières premières importantes et des ingrédients fonctionnels utilisés à la fois pour les applications alimentaires (confiserie, boulangerie, crèmes glacées et autres produits spécialement adaptés) et pour les utilisations industrielles (aliments pour animaux, savons, biodiesel, etc.). Ils sont consommés dans une grande variété de produits, dont le beurre, le shortening, la margarine et les huiles à salade. Les fabricants de ces produits sont d'importants clients pour le secteur canadien des oléagineux et des produits laitiers. Ces produits sont parfois substitués les uns aux autres en fonction des prix, des régimes alimentaires, des goûts des consommateurs et des politiques gouvernementales qui influent sur la consommation alimentaire.

La consommation de margarine et de shortening a diminué au Canada depuis la fin des années 1990, en raison de l'évolution des habitudes des consommateurs.

La consommation de margarine et de shortening est en déclin continu au Canada depuis la fin des années 1990. Cette situation est attribuable en grande partie au fait que les gras trans sont devenus un problème de santé publique et à la perception selon laquelle la margarine et le shortening ont contribué à accroître le risque de maladies cardiaques. Comme le beurre et les huiles à salade sont partiellement substituables à la margarine et au shortening, ils ont tous deux profité de cet enjeu.

Graphique 17 : Consommation totale de beurre, de margarine, d'huile à salade et de shortening



Source : Statistique Canada, calculs d'AAC.

Les huiles à salade peuvent être utilisées pour la cuisson et parfois remplacer le beurre à cette fin, mais surtout, elles ont remplacé le shortening et la margarine hydrogénée contenant des gras trans. Par conséquent, la consommation intérieure totale d'huiles à salade a augmenté régulièrement au cours des deux dernières décennies. Elle devrait poursuivre sa croissance, à un taux annuel moyen de 0,7 pour cent de 2017 à 2027, pour atteindre 578 kT (voir le graphique 17).

On prévoit une diminution de la consommation de margarine en moyenne de 1,1 pour cent par année à moyen terme. Bien que de nombreuses marques de margarine sans gras trans soient maintenant disponibles, le temps nécessaire pour que les perceptions changent et l'orientation actuelle des consommateurs vers des produits sains donnent à penser que le déclin de la consommation de margarine n'a pas atteint son point culminant. On prévoit que le déclin de la consommation de shortening se poursuivra à mesure que les Canadiens continuent de le remplacer par ce qui est perçu comme des solutions de rechange plus saines.

Après une augmentation significative en 2015 et une hausse modérée en 2016, le prix des aliments n'a pas augmenté en 2017

Alors qu'on a observé une accentuation de l'inflation des prix au niveau global au cours des trois dernières années, il y a eu une chute importante de l'inflation dans le domaine alimentaire.

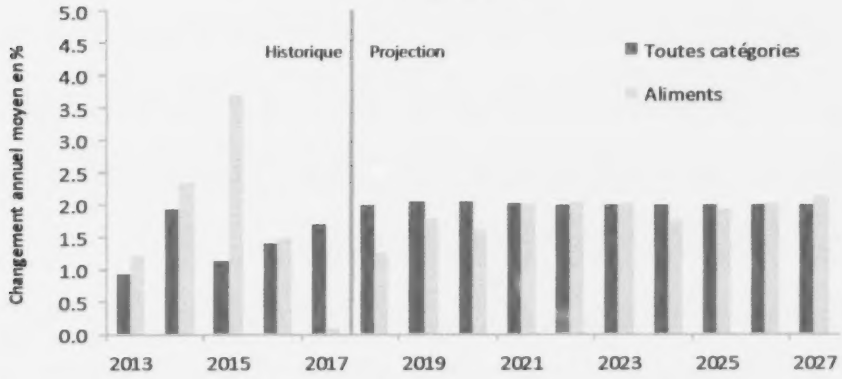
En effet, en 2017, l'augmentation annuelle moyenne de l'indice des prix à la consommation (IPC) s'est établie à 1,6 pour cent. Cette hausse a fait suite à des augmentations de 1,4 pour cent en 2016 et de 1,1 pour cent en 2015.

De leur côté, les prix des aliments ont augmenté de seulement 0,1 pour cent en 2017, après avoir affiché une hausse de 1,5 pour cent en 2016 et de 3,7 pour cent en 2015. C'est l'inflation des aliments la plus faible depuis 1992. La hausse des prix des aliments achetés au restaurant (+2,6 %) a été largement neutralisée par la baisse des prix des aliments achetés en magasin (-1,0 %). Les prix des fruits frais (-3,1 %) et des légumes frais (-1,9 %) ont connu une baisse après avoir augmenté en 2016. L'indice des prix des produits laitiers a affiché une baisse annuelle moyenne plus marquée en 2017 (-1,2 %) qu'en 2016 alors qu'il avait régressé (-0,8 %). Les prix des viandes et des produits de boulangerie étaient aussi en baisse en 2017. Le ménage moyen au Canada consacre près de 30 pour cent de son budget alimentaire à la restauration.

La baisse des prix est attribuable à de multiples facteurs incluant un dollar canadien plus élevé que prévu, des prix qui étaient beaucoup plus élevés qu'à la normale au cours des années 2014 et 2015 pour ce qui est des viandes, des fruits et des légumes et aussi à une plus forte concurrence au niveau des détaillants.

Sur la période 2017 à 2027, l'inflation alimentaire devrait se rapprocher de la moyenne historique de 2 pour cent. Les hausses de prix les plus fortes proviendront des aliments consommés au restaurant (2,1 pour cent), des fruits (1,9 pour cent) des légumes et des produits laitiers (1,8 pour cent).

Graphique 18 : Taux d'inflation, toutes catégories et aliments

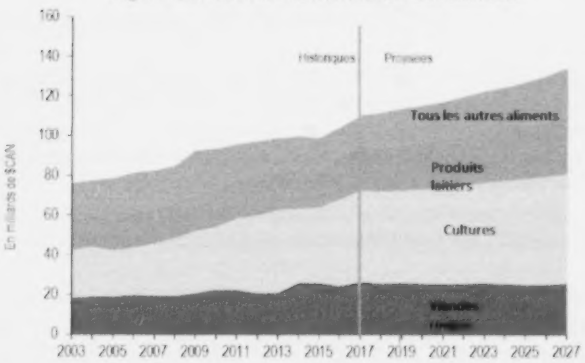


Source : Statistique Canada, calculs d'AAC.

Le commerce agricole et agroalimentaire du Canada continuera de connaître une croissance constante

Au cours de la prochaine décennie, on prévoit une croissance continue du secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire, tant sur les marchés canadiens qu'internationaux. À l'échelon de la ferme, on prévoit que les producteurs agricoles canadiens profiteront de la demande soutenue pour leurs produits. On prévoit également une croissance du secteur de la transformation des produits agroalimentaires au cours des dix prochaines années. La valeur des livraisons manufacturières de produits agroalimentaire, y compris le poisson et les fruits de mer, devrait continuer de grimper au cours de la prochaine décennie, passant de 115,7 milliards de dollars en 2017 à 137,3 milliards de dollars en 2027, une augmentation atteignant presque 19 pour cent.

Tableau 19 : Ventes intérieures du secteur de l'agriculture et de la transformation des aliments



Source : Statistique Canada, calculs d'AAC

On prévoit que le volet de transformation des secteurs assujettis à la gestion de l'offre continuera de croître au cours de la prochaine décennie, stimulé par la forte demande intérieure de produits laitiers à haut taux butyreux et la forte demande continue de poulet et de produits de poulet. On prévoit que le total des ventes intérieures du secteur de l'agriculture et de la transformation des aliments[4] atteindra 127 milliards de dollars en 2025 (voir le graphique 19).

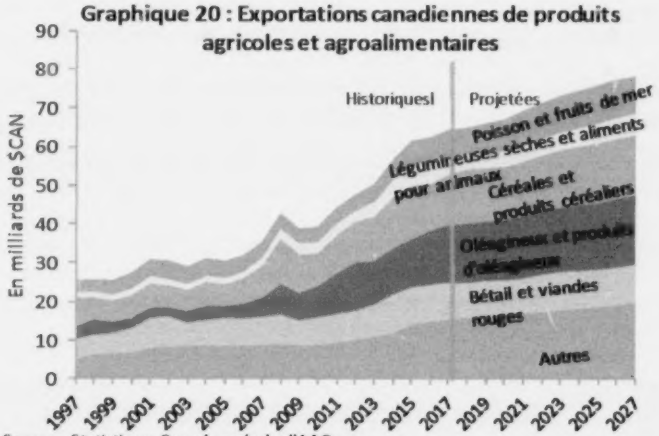
La valeur des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires devrait atteindre 66,3 milliards de dollars d'ici 2025. Si l'on tient compte du poisson et des fruits de mer, ce chiffre devrait grimper à 75 milliards de dollars d'ici 2025.

On prévoit que les exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires continueront d'augmenter au cours de la prochaine décennie, passant de 57,7 milliards de dollars en 2017 à 68,8 milliards de dollars en 2027, ce qui représente une augmentation annuelle moyenne de 1,9 pour cent. En 2025, la valeur des exportations de produits agricoles et agroalimentaires s'établirait à 66,3 milliards de dollars. Pêches et Océans Canada a récemment préparé des perspectives à moyen terme pour le secteur du poisson et des fruits de mer. Par conséquent, si l'on tient compte de ce secteur, la valeur des exportations grimperait à 74,6 milliards de dollars d'ici 2025, ce qui correspond approximativement à la cible établie dans le budget 2017 de 75 milliards de dollars d'ici 2025 (voir le graphique 20).

Les céréales, les oléagineux et les cultures de spécialité (y compris le traitement en aval) devraient continuer de représenter un peu plus de la moitié de toutes les exportations. Ces produits devraient voir à la fois une augmentation des volumes et des prix, bien que l'on prévoie une croissance modeste. La deuxième catégorie d'exportation en importance est celle des animaux vivants, de la viande rouge et d'autres produits animaux, qui devraient représenter 15 pour cent des exportations agricoles et agroalimentaires du Canada d'ici 2027.

La structure des exportations du Canada a évolué vers un contenu à valeur ajoutée relativement plus élevé, et un plus grand nombre de produits sont transformés avant l'expédition. Il reste beaucoup de place pour la croissance dans ce domaine. Par exemple, plus de 50 pour cent du canola et 70 pour cent des exportations de soya devraient être en vrac. Lorsque le broyage se fait au Canada, les exportations d'huile et de tourteau de protéines génèrent 20 pour cent de plus de valeur que les exportations de graines en vrac.

Graphique 20 : Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires



Source : Statistique Canada, calculs d'AAC

[4] On obtient la valeur des ventes intérieures du secteur de l'agriculture et de la transformation des aliments en combinant les ventes à la ferme et à l'échelon de la transformation et en y soustrayant les exportations de produits agricoles et agroalimentaires.

Faits saillants des perspectives à moyen terme

- On prévoit que la croissance économique mondiale contribuera à stimuler l'expansion continue de la demande de produits agricoles canadiens. Bien que la Chine demeure une source considérable de croissance, on prévoit que l'Inde et l'Asie du Sud-Est occuperont une place de plus en plus importante.
- Les faibles prix du pétrole au cours des dernières années, qui ont aidé le secteur agricole canadien, devraient rebondir graduellement d'ici 2027. La faiblesse du dollar canadien, qui a également été bénéfique, ne devrait augmenter que légèrement, pour s'établir à 0,81 $ US.
- Les prix des céréales ne devraient enregistrer que des gains marginaux à moyen terme, la hausse des rendements et le plafonnement de la production mondiale de biocarburants affectant l'équilibre entre l'offre et la demande.
- À la suite d'une récolte très importante en 2017, on suppose que la production agricole canadienne reviendra aux rendements tendanciels et augmentera globalement de 0,9 pour cent par année. On prévoit que la production d'oléagineux augmentera relativement rapidement en raison de l'amélioration du rendement des semences GM.
- Bien que les prix des bovins et des porcs en Amérique du Nord ne devraient pas augmenter après avoir reculé par rapport aux sommets atteints en 2014, on prévoit que les producteurs canadiens continueront de bénéficier des effets de la faiblesse relative du dollar canadien sur les prix intérieurs.
- La forte orientation du Canada en matière d'exportation de viandes rouges devrait augmenter, les exportations de bovins d'abattage vivants augmentant à un taux annuel de 2,6 pour cent, tandis que les exportations de porc atteindront 69 pour cent de la quantité totale d'ici 2027.
- On prévoit que la demande de volaille demeurera forte et que la production augmentera à moyen terme.
- On prévoit que la consommation d'œufs au Canada continuera d'augmenter, en partie en raison de la hausse de la consommation par habitant, mais surtout en raison de la croissance démographique.
- Les marchés canadiens du lait, du beurre et du fromage devraient demeurer solides à court terme, car les tendances de l'offre et de la distribution réagissent à l'augmentation soutenue de la demande des consommateurs de matière grasse.
- Le prix à la ferme du lait pour le Canada et les États-Unis devrait augmenter à moyen terme.
- L'inflation alimentaire a été de 0,1 pour cent en 2017, son niveau le plus bas depuis 1992, en raison en particulier d'un taux de change plus élevé que prévu et au-delà des niveaux de prix normaux en 2014 et 2015. Nous prévoyons que l'inflation alimentaire reviendra à la moyenne historique de 2 pour cent entre 2017 et 2027.
- On prévoit que la valeur des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires atteindra 66,3 milliards de dollars d'ici 2025, mais 74, 6 milliards de dollars si l'on tient compte du poisson et des fruits de mer.

Incertitudes qui pourraient avoir une incidence sur les projections

Bien que les prévisions des PMT soient une extrapolation de ce qui pourrait se produire à partir d'un ensemble d'hypothèses, l'état réel du secteur au cours de la période de prévision serait probablement différent de la situation initiale (données de référence), notamment dans le cas des prévisions à plus long terme, où il y a lieu de croire que les conditions météorologiques, les politiques, les conditions macroéconomiques et la technologie subiraient des changements.

Du côté de l'offre, les événements météorologiques défavorables peuvent entraîner une plus grande volatilité des approvisionnements et des prix mondiaux. Les prix agricoles pourraient être affectés par un ralentissement potentiel de la croissance économique des économies à croissance rapide et par la baisse des prix de l'énergie. De plus, un dollar canadien plus fort que prévu pourrait exercer une pression à la baisse sur les prix libellés en dollars américains. Les règlements sur l'environnement et la santé des animaux deviennent des facteurs importants qui pourraient avoir une incidence sur l'offre mondiale de produits agricoles (p. ex., l'utilisation d'antimicrobiens dans la production de viande, l'utilisation d'additifs alimentaires comme la ractopamine et les contraintes d'atténuation du carbone dans la production de bétail).

Du côté de la demande, les changements apportés aux politiques sur les biocarburants dans le monde (c.-à-d. l'Union européenne, le Brésil, les États-Unis et la Chine) pourraient avoir une incidence sur les projections concernant la demande de céréales. De plus, la nature de la consommation met également le secteur agricole au défi d'introduire davantage de valeur ajoutée aux produits afin de répondre aux préoccupations des consommateurs sur les questions de santé.

Les politiques commerciales demeurent un facteur important qui influence les marchés agricoles mondiaux. La mise en œuvre de nouveaux accords commerciaux pourrait modifier les projections à moyen terme en diversifiant le commerce (mise en œuvre de l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP), la renégociation de l'ALENA, l'Accord de partenariat économique UE-Japon, etc.). Les décisions unilatérales en matière de politique commerciale sont un autre facteur de risque. Par exemple, en 2017, la Fédération de Russie a prolongé jusqu'à la fin de 2018 l'interdiction d'importer des aliments venant des États-Unis, de l'Australie, de la Norvège, du Canada et de l'Union européenne en réponse aux sanctions économiques. Cette interdiction, qui est en vigueur depuis quatre ans, a entraîné jusqu'à maintenant une forte diminution des importations de viande, une plus grande volatilité des prix à la production et une hausse des prix à la consommation. Les récents changements de politique en Argentine concernant l'élimination des taxes à l'exportation pourraient avoir une incidence sur les marchés internationaux des céréales.

Un facteur important susceptible d'avoir une incidence sur la production, la consommation et le commerce nationaux et régionaux serait un développement lié aux préoccupations sanitaires, phytosanitaires et de salubrité des aliments découlant des éclosions de maladies animales. Par exemple, le Brésil pourrait être déclaré indemne de fièvre aphteuse (FA) avec la vaccination en 2018 et indemne de fièvre aphteuse sans vaccination en 2023, ce qui pourrait accroître sa capacité d'exporter du bœuf et du porc pour le marché pacifique, concurrençant ainsi directement avec les États-Unis et le Canada dans des marchés comme le Japon et la Corée du Sud.